L'émotion a été particulièrement vive dans le monde de l'éducation suite à la publication d'une vidéo, montrant une professeure d'un lycée de la région parisienne menacée par l'un de ses élèves muni d'une arme factice, et a laquelle nous apportons tout notre soutien. Face à la réaction du ministre, qui appelait les personnels à « faire remonter » tous types d'incidents survenus dans le cadre scolaire, nombre de nos collègues ont spontanément témoigné de leurs propres souffrances. Autour du #PasDeVague, beaucoup d'entre eux/elles ont voulu pointer du doigt le manque de soutien de la hiérarchie. Mais rapidement, le traitement médiatique de ce phénomène inédit s'est en grande partie focalisé sur les réponses répressives à y apporter qui à traiter de manière superficiel, une question de fond. Les premières mesures annoncées par le gouvernement ont tout de l'arsenal populiste et font la part belle aux revendications de l'extrême-droite.

Le gyrophare était à portée de main et le projet certainement déjà bien ficelé. Il ne fallait plus que le déclencheur pour pouvoir voler au secours de la communauté éducative en surfant sur la vague. Depuis la révélation de cette vidéo, Jean-Michel Blanquer ne cesse de tonner : « *Nous allons rétablir l'ordre !* ». A l'assemblée nationale on assiste à une véritable déferlante de propositions plus réactionnaires les unes que les autres. ChacunE y va de son couplet et du PS au RN on s'étrangle dans la surenchère. Il faut dire que tout ce monde sait bien à quel point Jean-Michel Blanquer est capable de mettre la barre très haut en matière de populisme éducatif. Celui-ci, tout à son avantage, vante alors son bilan et son projet : mettre fin à « *la tendance de décennies qui parfois se caractérisaient par le laxisme* ». Blanquer à pourtant été recteur dans deux académies et directeur de la DGESCO sous la présidence Sarkozy. C'est d'ailleurs probablement auprès de ce dernier qu'il a appris la bonne vielle recette consistant à instrumentaliser un fait divers ou un événement, aussi choquant soit-il, à des fins politiques. Alors même qu'il est crucial de savoir faire la différence entre un « fait divers » et un « phénomène de société » afin d'y apporter les réponses les plus adaptées.

Marine Le Pen n'est pas en reste. Elle fut même l'une des premières à réagir au #PasDeVague parlant « d'ensauvagement en milieu scolaire » et dénonçant le déclin inexorable de l'éducation nationale, discours traditionnel de l'extrême-droite. Dans son sillon, tout y est passé, de « l'esprit de 68 », à « l'islamisation de la société » en passant par les « pédagogistes » responsables de tous les maux de l'école et de « la culture de l'excuse ». Pêle-mêle certainEs en ont profité pour régler leurs comptes en attaquant la moindre forme de pédagogie progressiste, émancipatrice et respectueuse des enfants.

Il faut dire que celle qui vantait les qualités du ministre il y à tout juste un an en déclarant que « *le phénomène Blanquer* » constituait « *une victoire idéologique notable pour le FN et une défaite cuisante des sociologues et des pédagogistes qui avait (…) pris possession de l'institution scolaire* », doit être quelque peu amère de voir ce dernier siphonner son discours et une bonne partie de son programme élaboré par le collectif Racine [1]. Parmi les mesures annoncées conjointement par les ministères de l'Education nationale, de l'intérieur et de la justice, ce vendredi 26 octobre, aucune n'est de nature éducative.

Lire la suite de l'article sur le site de Sud éducation (Marseille).